
[Lettre ouverte du Réseau de Femmes latino-américaines aux gouvernements et mouvements sociaux](#)

Le Réseau latino-américain des femmes défenseurs des droits sociaux et environnementaux est constitué par des femmes argentines, boliviennes, colombiennes, chiliennes, équatoriennes, guatémaltèques, honduriennes, mexicaines, salvadoriennes, péruviennes et uruguayennes, aussi bien de niveau universitaire que de niveau éducatif de base, qui représentent des organisations, des institutions, des collectifs, des groupes locaux, des femmes de la campagne et de la ville, des organisations écologistes et des instituts de recherche.

À l'occasion de la Journée internationale de la femme, le réseau a publié sur son site web (<http://www.redlatinoamericanademujeres.org>) adressée aux gouvernements et aux mouvements sociaux latino-américains une lettre ouverte qui figure ci-dessous. Au moyen de cette lettre, le Réseau veut donner la plus large diffusion aux situations auxquelles donne lieu l'extraction minière. Il vise aussi à obtenir un grand nombre d'adhésions, et demande à ceux qui voudront signer la lettre d'envoyer un message à redlatinoamericanamujeres@gmail.com.

Texte complet de la lettre :

En cette date si spéciale pour toutes les femmes du monde, où l'on commémore la lutte de la femme pour le droit à une participation égalitaire dans la société et pour son épanouissement intégral en tant que personne, nous nous adressons à vous pour vous inviter à réfléchir à ce que cette journée représente pour nous.

Nous sommes des femmes latino-américaines qui nous sommes unies afin de lutter pour le droit de nos sociétés de vivre avec dignité et justice sociale dans un environnement sain et pacifique, et pour nous opposer aux grands projets d'extraction et de pillage de nos richesses naturelles, des minéraux métalliques en particulier, en raison des forts effets négatifs qu'ils ont sur la société en général mais spécialement sur les femmes. Les entreprises minières qui arrivent dans nos communautés violent systématiquement nos droits, polluent et détruisent la nature, et réduisent les possibilités de travailler et de vivre en

famille. La cordialité des rapports sociaux et familiaux quotidiens est perturbée par des problèmes tels que l'alcoolisme et l'insécurité dans les rues. La violence contre les femmes augmente, qu'elle soit psychologique, physique ou sexuelle, comme augmentent aussi la traite et la prostitution forcée, la discrimination et l'exclusion sociale dans les domaines politique, social, économique et du travail, les problèmes de santé, la criminalisation des femmes leaders des mouvements sociaux et le vol de leurs terres.

Du fait de l'établissement d'entreprises minières dans nos territoires, le travail des femmes a augmenté car elles se sont retrouvées seules pour s'occuper du foyer, de la terre et des animaux et qu'elles ont même dû se mettre à travailler ailleurs pour subvenir aux besoins de la famille lorsque les hommes s'en vont travailler à la mine ou qu'ils ne reviennent plus.

Avec l'arrivée des grandes entreprises minières, que les gouvernements au moyen de lois qui leur sont favorables et par des politiques de répression et de criminalisation sociales, certaines d'entre nous ont connu l'agression, la prison, la torture et même la mort, comme nos compagnes Bety Cariño Trujillo, du Mexique, et Dora Alicia Sorto, d'El Salvador.

C'est pourquoi, en cette journée, nous appelons les gouvernements et les mouvements sociaux à reconnaître que l'extraction industrielle de métaux, en plus d'avoir des effets négatifs sur la société, la culture, l'économie et l'environnement, porte atteinte aux femmes. En outre, l'industrie minière a appauvri nos populations, nous a privés de terre, d'eau et d'aliments sains, indispensables à notre survie et à celle des générations futures.

Le modèle de développement fondé sur l'exploitation et le saccage illimités des ressources naturelles, axé sur l'accumulation du capital international, qui enrichit quelques-uns mais appauvrit la majorité de nos peuples et surtout nous, les femmes, est appliqué avec persistance par les gouvernements latino-américains, même par ceux qui se veulent progressistes. Or, il s'agit d'un développement destructeur et appauvrissant dont nous ne voulons pas.

Ainsi, nous exigeons :

- qu'aucune nouvelle concession minière ne soit autorisée sur nos territoires ;
- que soient annulés les permis environnementaux accordés à des entreprises qui ne les respectent pas ;
- que l'on n'approuve plus de lois spéciales qui favorisent l'activité minière au détriment d'activités traditionnelles plus durables, comme l'agriculture et l'élevage, dont vivent une grande partie de nos peuples, en tant que producteurs paysans ou que consommateurs des aliments produits sur ces terres ;
- que les problèmes provoqués par l'impact nuisible de l'activité minière sur nos pays, nos communautés et nos vies soient analysés et qu'on adopte des politiques publiques pour les résoudre.

Pour le droit des femmes d'être écoutées et de choisir le développement que nous voulons !
Non à l'industrie minière métallifère sur nos terres !

Réseau latino-américain des femmes défenseurs des droits sociaux et environnementaux

Pour adhérer à cette lettre, veuillez envoyer un message à

<redlatinoamericanamujeres@gmail.com>